

Qu'est-ce que la politique provisoire de mise en application des lois?

La politique provisoire minimisera les cas où la récolte de poissons ou de gibiers selon les traditions autochtones risque d'être en conflit avec des lois telles que la Loi sur la chasse et la pêche, la Loi sur les pêches et la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs. Elle restera en vigueur jusqu'à son remplacement par les ententes qui découleront des négociations avec les autochtones.

Selon la nouvelle politique provisoire de mise en application des lois, les Indiens inscrits qui récoltent des animaux sauvages et des poissons à des fins alimentaires, sociales ou cérémoniales, ne s'exposeront pas à des poursuites, sauf dans certaines circonstances.

La politique provisoire s'applique aux :

- ▶ Indiens inscrits qui chassent et pêchent pour se nourrir dans une zone relevant de leur traité.
- ▶ Indiens inscrits qui chassent et pêchent dans une zone où ils ont coutume de le faire selon leurs traditions. Dans les cas où une telle zone est différente de celle décrite dans le traité, ou ne fait l'objet d'aucun traité, des négociations à venir viseront à préciser les limites de ces zones traditionnelles.

Par ailleurs, la politique comprend aussi un cadre d'entente s'appliquant aux collectivités de Métis et d'Indiens non inscrits pour qui la récolte d'animaux sauvages et de poissons fait partie entière de leur mode de vie. Les dispositions de la Loi sur la chasse et la pêche, la Loi sur les pêches et la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs s'appliqueront encore aux collectivités de Métis et d'Indiens non inscrits jusqu'à ce que des ententes soient définies avec ces mêmes collectivités.

En outre, une entente doit être en vigueur avant qu'il soit permis aux autochtones de pêcher et de chasser dans un parc provincial, à moins que leur droit à cet effet soit déjà reconnu.

Les Algonquins de Golden Lake

Cette politique s'appliquera aux circonstances uniques que connaissent les Algonquins de Golden Lake, en

ce qui a trait à la récolte des animaux et des poissons dans le parc provincial Algonquin.

Selon la revendication qu'ils ont déposée, ces autochtones réclament un territoire considérable, qui comprend le parc Algonquin. Ils n'ont jamais reçu de compensations pour l'extinction de leurs droits à la région qu'ils revendiquent. L'engagement à négocier les termes de leur revendication territoriale comprend une entente selon laquelle se négocieront des arrangements provisoires concernant leurs droits de pêcher et de chasser dans le parc à des fins alimentaires.

Les arrangements provisoires que la province espère négocier contiendront des sous-ententes relatives à la chasse au chevreuil et à l'original et à la pêche, où les saisons et les zones de chasse et de pêche seront précisées, ainsi que les niveaux de récolte et les mesures à prendre pour protéger les bienfaits du parc et assurer l'application des lois et des principes de conservation, de même que la sécurité du public.

Les raisons de cette politique provisoire

La politique provisoire est conforme aux garanties s'appliquant aux droits des autochtones énoncés dans l'article 35 de la Constitution, et elle s'harmonise aux décisions prises récemment par la Cour suprême du Canada, décisions qui ont conduit à la définition de ces droits. En particulier, la «décision Sparrow» prise en 1990, stipulait que les droits des autochtones à la pêche à des fins alimentaires personnelles ou collectives venaient en priorité, après le respect des questions de conservation et de gestion des ressources.

L'intention de la politique provisoire

La politique provisoire clarifie la ligne de conduite gouvernementale actuelle en ce qui a trait aux droits des autochtones de chasser et de pêcher pour se nourrir, tant individuellement que collectivement. Le raisonnement de la décision Sparrow s'étend maintenant, par l'entremise de la politique provisoire, tout autant à la chasse qu'à la pêche, à des fins personnelles et collectives.

La décision Sparrow stipule également que les rapports entre gouvernements et peuples autochtones ne devraient pas se caractériser par l'adversité.

Désireux de promouvoir un tel climat d'harmonie, le gouvernement de l'Ontario est prêt à négocier avec les autochtones les termes d'une entente relative à leurs droits autochtones de chasser et de pêcher à des fins alimentaires. La politique provisoire de mise en application des lois établit le fondement d'un mode d'exécution qui servira en attendant que des ententes individuelles soient conclues.

En outre, la politique provisoire dépasse la portée de la décision Sparrow en ce qu'elle comprend l'engagement du gouvernement à négocier de façon juste et équitable avec les autochtones de l'Ontario.

Exceptions à la politique provisoire

La politique permet aussi aux peuples autochtones de chasser et de pêcher pour se nourrir, au niveau individuel ou collectif, mais ne permet pas de :

- ▶ chasser sans égard à la prudence;
- ▶ chasser et pêcher à des fins commerciales, sauf lorsqu'un droit précis et reconnu existe à cet effet;
- ▶ chasser et pêcher selon des méthodes qui risquent de nuire aux objectifs de la conservation;
- ▶ chasser et pêcher sur des terres appartenant à un intérêt privé, ou étant occupées par un intérêt privé, à moins d'en avoir reçu l'autorisation préalable.

Par «méthodes risquant de nuire aux objectifs de la conservation» on entend notamment :

- ▶ détruire ou modifier de façon nuisible l'habitat des poissons ou de la faune;
- ▶ dans certaines circonstances, pêcher dans une réserve ou dans des eaux fermées toute l'année, ou chasser dans une réserve d'oiseaux aquatiques;
- ▶ capturer des espèces rares, menacées ou en voie de disparition;
- ▶ capturer des animaux alimentant encore leurs petits.

Processus d'enquête et plaintes

Toute allégation portée contre une personne autochtone pour infraction aux principes de conservation ou de sécurité publique sera encore

soumise au même processus d'enquête de la part du ministère des Richesses naturelles. Il incombe au sous-ministre de décider s'il y a lieu de porter plainte contre cette personne.

Avant de donner suite à une telle accusation, les représentants du ministère s'entretiendront avec le chef de la Première Nation concernée, ou avec son représentant, afin de discuter des préoccupations découlant de la récolte de poissons et d'animaux. Dans certains cas, le Procureur général pourra être appelé à intervenir dans ce processus.

En cas de récolte par des autochtones à des fins commerciales, le sous-ministre des Richesses naturelles devra donner son autorisation par écrit avant que l'on puisse procéder à un acte d'exécution en règle. Le sous-ministre, dans son examen des mesures recommandées suite à une accusation relative à la pêche commerciale, se devra de tenir compte, le cas échéant, de l'existence d'un droit de récolter des animaux ou du poisson à des fins commerciales.

Partage des responsabilités d'application des lois

Deux nouveaux comités seront mis sur pied. L'un d'eux vise la conservation et réunira des représentants de la province et des organisations autochtones et de traités. Lors d'assemblées trimestrielles, ses membres discuteront des décisions relatives aux inculpations de personnes autochtones. Par ailleurs, dans les régions administratives du MRN, des comités régionaux de conservation se pencheront sur les activités qui risquent de nuire aux objectifs de la conservation, l'utilité des réserves de poissons actuelles et projetées, les espèces fauniques rares et menacées, et les secteurs de la région nécessitant des mesures de protection spéciales.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou recevoir le texte de la politique provisoire de mise en application des lois concernant le droit des autochtones à chasser et à pêcher à des fins alimentaires, veuillez communiquer avec le bureau du MRN de votre localité ou le Centre d'information du ministère, au bureau 1640, Edifice Whitney, 99, rue Wellesley ouest, Toronto M7A 1W3, téléphone : (416) 965-4251.



CA20N
NR
-2040

Gouvernement
Publications



INTERIM ENFORCEMENT POLICY ON ABORIGINAL RIGHT TO HUNT AND FISH FOR FOOD



Ministry of
Natural
Resources

What is the interim enforcement policy?

The interim policy will minimize instances where traditional harvest of fish and game by aboriginal people will be in conflict with such acts as the Game and Fish Act, the Fisheries Act and the Migratory Birds Convention Act. The policy will be in effect until it is replaced by specific negotiated agreements with aboriginal people.

Under the interim enforcement policy, status Indian people harvesting wildlife and fish for personal consumption and for social and ceremonial purposes will not be subject to enforcement procedures, except in certain circumstances.

The interim policy applies to:

- ▶ Status Indian people who are fishing or hunting for food in the area that is covered by their treaty.
- ▶ Status Indian people who are hunting and fishing in the area where they have traditionally harvested. Where such areas are different from existing treaty areas or are not set out in treaties, the boundaries of such traditional areas will be clarified through negotiation.

The interim policy also provides a framework for working toward arrangements with Métis and non-status Indian communities where harvesting wildlife and fish is integral to the lifestyle of the community. The provisions of the Game and Fish Act, the Fisheries Act and the Migratory Birds Convention Act will continue to apply to Métis and non-status Indian communities until agreements have been entered into with these communities.

In addition, agreements will need to be developed before aboriginal people may hunt and fish in provincial parks, unless they already have such rights.

The Algonquins of Golden Lake

The interim enforcement policy will apply to the unique circumstances surrounding game and fish harvest by the Algonquins of Golden Lake in Algonquin Provincial Park. These aboriginal people have filed a substantial land claim that includes Algonquin Park.

The province is committed to negotiating a land claim with the Algonquins of Golden Lake. This commitment includes agreement to negotiate interim arrangements regarding the aboriginal right to hunt and fish in the park.

The interim arrangements which the province seeks to negotiate will include sub-agreements on deer and moose hunting and fishing that will specify seasons and areas for hunting and fishing, harvest levels and measures to protect park values, ensure enforcement and conservation, and to protect public safety.

The reason for the interim policy

The interim policy reflects the guarantee of aboriginal rights in Section 35 of the Constitution and responds to recent decisions by the Supreme Court of Canada that help define those rights. In particular, the Sparrow decision of 1990 says that aboriginal rights to fish for food for personal and community use take first priority after conservation and resource management concerns have been satisfied.

The intent of the interim policy

The interim policy clarifies current government practice regarding aboriginal rights to hunt and fish for food for personal and community use. Through the interim policy, the rationale of the Sparrow decision is being applied to hunting wildlife for personal and community use, as well as to fishing for such use.

The Sparrow decision also provides that the relationship between governments and aboriginal people should not be adversarial. To promote this non-adversarial climate, the Government of Ontario is prepared to negotiate agreements with aboriginal people regarding their aboriginal rights to hunt and fish for food. The interim enforcement policy provides a basis of operation until individual agreements are developed.

Furthermore, the interim policy goes a step beyond the Sparrow decision, reflecting the province's commitment to deal fairly with aboriginal peoples of Ontario.

Exceptions to the interim policy

The policy allows aboriginal people to hunt and fish for food for personal and community use, but it does not allow for:

- ▶ hunting in an unsafe manner;
- ▶ taking wildlife and fish for commercial purposes, except where a specific, recognized right exists;
- ▶ taking wildlife and fish in a manner which puts conservation objectives at risk; and
- ▶ hunting and fishing on privately owned or occupied land, unless there is permission from the landowner.

Activities that could put conservation objectives at risk include:

- ▶ destruction or harmful alteration of fish or wildlife habitat;
- ▶ in certain circumstances, fishing in sanctuaries or waters that are closed at all times of the year, or hunting in waterfowl sanctuaries;
- ▶ taking rare, threatened or endangered species;
- ▶ taking wildlife while they are nursing their young.

The screening process and laying of charges

Alleged violations of the principles of conservation or public safety will be reviewed through the normal screening process in the Ministry of Natural Resources, with the Deputy Minister deciding whether or not charges should be laid.

Before proceeding with charges, MNR will consult the Chief, or designate, of the affected First Nation to discuss concerns about harvesting of fish and wildlife. The Attorney General may intervene in this screening process.

The Deputy Minister must give written approval to planned enforcement procedures into commercial harvesting by native people. When reviewing recommendations to lay charges regarding commercial fishing, consideration will be given to whether or not there exists a right to harvest wildlife and fish for commercial purposes.

A shared approach to enforcement

Two new consultation committees will be set up. A conservation committee, with representatives from the province and from aboriginal and treaty organizations, will meet quarterly to discuss decisions to proceed with charges against native persons. Regional conservation committees in MNR's administrative regions will meet to discuss activities that might put conservation objectives at risk; the necessity of existing and future fish sanctuaries; the rare and endangered species of the region; and areas in the region that require special attention.

For more information, or for a copy of the interim enforcement policy on the aboriginal right to hunt and fish for food, please contact your local MNR office or the ministry's Public Information Centre, Room 1640, Whitney Block, 99 Wellesley Street West, Toronto M7A 1W3, telephone (416) 965-4251.

POLITIQUE PROVISOIRE DE MISE EN APPLICATION DES LOIS SUR LE DROIT DES AUTOCHTONES À CHASSER ET À PÊCHER À DES FINS ALIMENTAIRES



Ministère des
Richesses
naturelles